

## Déclaration liminaire CDAS de la Haute-Garonne du 12/06/2024

Monsieur le président,

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes de ce 9 juin.

Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé et progressent le plus.

C'est avec une énorme colère que la CGT accueille ces résultats alors qu'elle alerte, en vain, depuis des années. Emmanuel Macron en porte la première responsabilité. Il n'a cessé de banaliser le Rassemblement National, en reprenant ses thèses, et mène avec le patronat une politique sociale violente qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite.

En décidant d'organiser des élections législatives en trois semaines à la veille des Jeux Olympiques et après les premiers départs en vacances, le président de la République joue, encore une fois, avec le feu, en faisant primer de petits calculs politiques.

Nous ne le laisserons pas faire.

Ni recul social, ni banalisation du racisme et de la xénophobie.

Le monde est de moins en moins sûr et la guerre se rapproche.

Palestine, Ukraine... les conflits militaires se multiplient et engendrent des centaines de milliers de morts civils et militaires. Les grandes puissances se réarment massivement (hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne). Avec les travailleuses et les travailleurs du monde entier, la CGT exige une paix juste et durable partout où la guerre fait rage.

Alors que la Cour Internationale de Justice dénonce un risque de génocide et que son Procureur a demandé des mandats d'arrêt contre le premier ministre israélien, le ministre de la défense israélien et 3 dirigeants du Hamas pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza, la CGT affirme que l'occupation israélienne et les massacres dans les territoires palestiniens doivent cesser.

Affamer des populations, tuer des civils, des humanitaires, raser des villes, abattre des journalistes, bombarder des hôpitaux, ce n'est en aucun cas de la lutte contre le terrorisme ou de la défense.

Ce sont des crimes ignobles que nous devons dénoncer comme nous avons dénoncé les attaques du Hamas contre les civils israéliens le 7 octobre 2023.

En Nouvelle Calédonie, la décision du gouvernement d'élargir le corps électoral (gelé par les accords de NOUMÉA depuis 1998) qui se traduirait par une diminution de l'importance du peuple premier les kanaks sur leur île a provoqué leur colère légitime et déclenché des troubles inédits depuis 1988 mettant fin à 36 ans de paix civile entre les communautés Caldoches et kanaks.

La responsabilité de cette situation incombe au gouvernement, revenant sur la parole de l'État qui dans les accords de MATIGNON en 1988 puis ceux de NOUMÉA en 1998

s'engageait à rester neutre dans le processus pouvant conduire à l'indépendance de la NOUVELLE CALÉDONIE.

Les envois de militaires, gendarmes, GIGN, RAID par le gouvernement ne régleront rien. Seule une négociation dans la justice peut avoir l'assentiment des kanaks, victimes depuis 1853 d'une discrimination politique, sociale et économique systémique.

La CGT soutient la lutte pacifique des peuples calédoniens pour accéder à la liberté et réclame que leur droit à l'autodétermination soit effectif.

La CGT Finances exprime également, toute sa solidarité envers les agents et les camarades CGT de l'administration pénitentiaire suite au drame survenu le mardi 15 mai 2024, où deux agents publics ont été assassinés et trois blessés dans l'exercice de leurs missions et de leurs fonctions.

Le niveau de vie se dégrade et il est de plus en plus difficile de boucler les fins de mois. L'inflation a été amplifiée par la spéculation sur les produits énergétiques et les denrées alimentaires et beaucoup d'entreprises ont augmenté leurs prix sans augmenter les salaires.

Le Gouvernement répond à cette situation en brutalisant de nouveau les salariés :

- nouvelle réduction des droits à l'assurance chômage,
- coupes budgétaires massives dans les services publics,
- passage en force sur les accords de libre-échange, etc.

L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales.

Cette politique n'est pas un échec, c'est un choix.

Pendant que la majorité de la population voit sa situation se dégrader, les plus puissants en profitent comme jamais.

Les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année ! C'est l'équivalent de plus d'un mois de salaire pour les 27 millions de salariés français !

En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! C'est là que l'on retrouve la dégradation de nos conditions de vie, de notre système de santé, de l'école publique, du financement de nos retraites... Il faut que ça s'arrête !

La CGT revendique une hausse immédiate du SMIC à 2000 € brut, des minima sociaux, du point d'indice de la fonction publique, des retraites et des salaires alignée sur celle du SMIC et des prix.

Le gouvernement par la voix de son ministre de la fonction publique GUERINI propose aux agents « d'expérimenter » la semaine de travail en 4 jours pour ce qui représente une régression sociale majeure, celle qui consiste à augmenter la durée de la journée de travail à régime horaire constant.

**La réduction du temps de travail est une lutte permanente du mouvement ouvrier pour ne pas finir complètement abruti·e et moralement et physiquement ruiné·e avant l'âge et même avant le week-end.**

La journée de 8h00 a été conquise en 1919 par la CGT.

105 ans plus tard, le gouvernement prétend « octroyer » **un jour de repos hebdomadaire supplémentaire** en contrepartie d'une durée de travail quotidienne d' au minima 8h45 / jour pour 35h/semaine ou encore de 9h30/jour pour un régime horaire de 38h00 / semaine. 8h45 ou 9h30 auxquelles s'ajoutent les  $\frac{3}{4}$  d'heure de pause méridienne.

**Ce n'est pas du progrès social, c'est de la régression sociale !  
Pour la CGT, la seule semaine de 4 jours, c'est 32h00 sans réduction de salaire.**

Du reste, la vindicte du ministre GUERINI contre les fonctionnaires, désignés comme boucs-émissaires, feignasses difficiles à licencier (on va remédier à ça !), trop payés pour ce qu'ils travaillent (heureusement la rémunération au mérite. . .) et qui par dessus le marché ont droit à un déroulement de carrière (il faut supprimer les catégories A, B et C !) atteste des (mauvaises) intentions du gouvernement envers les agent.e.s publics qui ne demandent qu'à servir l'intérêt général et pas celui des marchés financiers, la sécurité de l'emploi et pas la précarité, d'être au service et en contact avec les usagers et non pas de se transformer en Chatbot.

A la DGFIP, le mal-être et la souffrance au travail des agent-es ont pour origine entre autres :

- des indicateurs qui deviennent des objectifs,
- des relations hiérarchiques qui se transforment en rapport de domination, avec pour corollaire une part d'humiliation de plus en plus présente,
- l'appréciation de la valeur professionnelle avec ESTEVE et ses postures managériales qui essentialisent les reproches,

La CGT Finances a des inquiétudes au sujet de la mutuelle de référencement qui sera choisie.

Nous avons alerté le ministère sur ce qui s'est passé au ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires qui a fait le choix de rompre avec l'opérateur historique MGEN en retenant l'organisme ALAN, organisme d'assurance créée en 2016, novice sur le marché des assurances et ne proposant qu'une offre numérique pour minimiser les frais de gestion sans tenir compte des réponses aux besoins des adhérents. Face à ce choix, certaines OS signataires de l'accord ont décidé de le dénoncer.

En ce qui concerne cette séance, la CGT souhaite que tout soit mis en œuvre pour que le budget 2024 soit intégralement consommé. A ce jour, il reste encore 14 000€ à répartir.

La CGT souhaite que les sorties dévolues aux actifs mais dont les inscriptions n'ont pas rencontré le succès espéré (Festival d'astronomie de Fleurance, Pic du Midi avec concerts) soient élargies aux retraités. Elle demande que cette situation soit prise en compte lorsque seront évoqués de nouveaux projets de sortie afin de ne pas écarter d'emblée les retraités d'activités ou de sorties qui pourraient les intéresser.

Elle propose qu'une opération semblable à celle organisée par le SRIAS à MONTPELLIER «Découverte de l'opéra» soit organisé dans l'objectif de découvrir soit l'opéra, soit le théâtre, soit un concert de musique classique mais en aucun cas dans celui de financer un quelconque abonnement.

Elle demande que les consultations chez les psychologues soient accessibles également aux retraités qui vivent souvent en silence des situations difficiles (isolement, précarité

économique, problèmes familiaux comme le deuil.. .).

La CGT souhaite également que la question de la fréquentation du Restaurant de la Nouvelle Cité Administrative, de sa facilité d'accès et du temps d'attente dans les files soit débattue sachant que la salle de restauration aura une surface inférieure à celle actuelle.

Dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat, la CGT revendique une action sociale à la hauteur des besoins de tous (actifs mais également retraités). Pour ce faire, le budget de l'action sociale doit être calculé, a minima, sur 3 % de la masse salariale des actifs et sur 3 % des pensions des retraités sans aucune réserve. Pour permettre à tous les agents des Finances :

- de développer le droit aux vacances ;
- de pouvoir se loger dignement ;
- d'accéder à la culture, aux sports, aux loisirs ;
- d'accéder à une restauration de qualité avec des produits locaux de qualité et bio ;
- d'augmenter la valeur faciale des titres restaurant avec une participation accrue de l'employeur ;
- d'augmenter l'aide à la parentalité ;
- de répondre aux demandes de prêts et d'aide des agents en difficultés.

La CGT sera toujours présente aux côtés des agent.e.s et continuera à faire des propositions pour améliorer l'action sociale.